

Bernard Antony: Manifestation contre l'islamisme du 18 janvier 2015 : l'Institut du Pays Libre approuve.

écrit par Christine Tasin | 7 janvier 2015

**Déséquilibrés, égorgeurs,
chauffards...**

**ISLAMISTES
HORS DE FRANCE**



**DIMANCHE 18 JANVIER
14h30 - Paris**

Place de la Bourse





- On commémorera cette année, au printemps 2015, le centième anniversaire du génocide des Arméniens et autres chrétiens, planifié alors par les dirigeants Jeunes-Turcs. Il avait été précédé par les immenses massacres du XIX^e siècle et ceux de 1909, et il fut suivi dans les années 1990 par ceux visant à l'extermination des assyro-chaldéens au nord de l'Irak.
- Aujourd'hui, le monde est à nouveau confronté à un immense tsunami islamiste. Personne ne croit à la fable de ces autorités politiques ou religieuses osant affirmer que cet islamisme n'a rien à voir avec l'islam !
- La Turquie, comme l'Arabie Saoudite, le Qatar et d'autres pays ont été les actifs propagateurs de cet islamisme modélisé sur l'exemple même des hâdiths de Mahomet.
- L'Institut du Pays Libre considère donc très positivement les réactions d'alerte et de refus du totalitarisme islamique se propageant partout en Europe.
- Les condamner au lieu de les comprendre comme ont cru bon de le faire des responsables politiques ou religieux est une attitude imprudente risquant de favoriser des tentatives

de récupération par des groupes peu idéologiquement sympathiques.

· L'Institut du Pays Libre et les autres initiatives animées par nous n'ont cessé face au défi de l'islam de défendre les positions que voici :

1) Principe de réalité : l'islam n'est pas uniquement une religion, tant s'en faut ! C'est un totalitarisme théocratique, un système global, politique, moral, social, juridique à l'opposé de la distinction chrétienne des domaines de la politique et de la religion. Il constitue une communauté fermée, l'oumma, ordonnée autour d'une loi, la charia, régissant la vie de tous en toutes choses.

L'islam jusqu'à nos jours a refusé partout le principe même d'une égale liberté religieuse et sociale pour musulmans et non musulmans, rendant ainsi impossible l'égalité civile des uns et des autres.

2) Principe de liberté : L'Institut du Pays Libre approuve donc toutes les campagnes visant à exiger de toutes les autorités islamiques l'affirmation partout des principes de liberté religieuse et notamment de conversion libre et donc d'égalité civile des citoyens, et le rejet de la charia, code juridique désuet.

Il appelle les partis politiques à défendre expressément une entière liberté d'expression sur l'idéologie islamique, c'est-à-dire une liberté d'analyse, de critique, de réfutation et de refus.

3) Principe de respect : L'Institut du Pays libre défend pour les musulmans le même principe de respect qu'il attend d'eux pour les non musulmans, c'est-à-dire le respect de leur dignité humaine dans la complémentarité des droits et des devoirs.

4) Principe de prudence et de paix :

– Considérant l'immense progression dans le monde et en Europe de la territorialité islamique de fait et de l'établissement de son oumma,

– Considérant que de surcroît sur cette expansion se greffent indéniablement les phénomènes de jihâdisme et de terrorisme,

L'Institut du Pays Libre appelle les États encore non soumis aux exigences de l'islam à réorienter les flots de l'immigration musulmane vers les riches pays de régime islamique. Il appelle les gouvernements et autorités administratives à arrêter l'implantation des mosquées qui ne sont pas seulement des lieux de culte mais des bastions de l'expansion politique, sociale, culturelle de l'idéologie islamique.

Conclusion : appui à la manifestation de Riposte laïque.

L'Institut du Pays Libre ne partage pas, tant s'en faut, sur bien des plans, les idées défendues par les associations « Riposte Laïque » et « Respect républicain ».

Il défend en effet la valeur de laïcité qui est un des grands legs du christianisme et qui n'a été que trop détournée par un laïcisme idéologique antichrétien et antihumain. La laïcité ne doit pas être autre chose que le principe de neutralité religieuse et idéologique de l'État mais aussi de respect de l'identité millénaire religieuse et culturelle de nos nations européennes et le respect de la dignité humaine que ne saurait bafouer un prétendu droit au blasphème et au sacrilège.

Considérant néanmoins les aspects positifs de ces associations pour une libre critique de l'islam et la dénonciation d'un état de fait occulté par le politiquement correct, l'Institut du Pays Libre appuie la manifestation organisée par Christine Tassin et Pierre Cassen, même s'ils demeurent par trop des militants de gauche, au demeurant courageux et sympathiques.

Bernard Antony, regrettant de ne pouvoir se rendre à Paris ce jour-là pour des raisons majeures, enverra un message de soutien à cette manifestation.

Richard Haddad, d'une famille de rescapés des massacres et génocides des chrétiens d'Orient et vice-président de Chrétienté-Solidarité, le représentera et y prendra la parole.

Bernard Antony